



PROCES-VERBAL **COMITE SYNDICAL DU 9 AVRIL 2024**

Date de la convocation : Mardi 2 avril 2024

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, *Président* ; Michel CAPERAN, Jean-Claude BOURIAT, Jean-Yves COURREGES, *Vice-présidents*

Monique ARDOY, Jean-Michel BALEIX, Muriel BAREILLE, Michel BERNOS, Michel BILLE, Thibault CHENEVIÈRE, Frédéric CLABE, François DAMIAN-PICOLET, Gilbert DANAN, Frédéric DAVAN, Jean-Marc DENAX, Victor DUDRET, Philippe DUVIGNAU, Arnaud JACOTTIN, Yves LACOSTE, Régis LAURAND, Jacques LEROUX-MENESTREY, Bernard MARQUE, Françoise MARTEEL, Marie-Laure MESTELAN, André NAHON, Valérie REVEL, Karine RODRIGUEZ, Pauline ROY, Joel SEGOT, Patricia WOLF

Membres suppléants :

Patrick ROUSSELET a suppléé Francis PEES, Didier RIVIERE a suppléé Marie-Claire NE.

Étaient représentés :

François BAYROU a donné pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, Mohamed AMARA a donné pouvoir à Françoise MARTEEL, Kenny BERTONAZZI a donné pouvoir à Michel CAPERAN, NAJIA BOUCHANA a donné pouvoir à Régis LAURAND, Stéphanie DUMAS a donné pouvoir à Patricia WOLF, Jean-Yves LALANNE a donné pouvoir à Arnaud JACOTTIN, Jean-Louis PERES a donné pouvoir à Gilbert DANAN.

Étaient excusés :

Patrice BARTOLOMEO, Christelle BONNEMASON-CARRERE, Marion BUSSY, Eric CASTET, Frédéric GOMMY, Gwendoline ISAAC-LAVIGNE, Clarisse JOHNSON-LE-LOHER, Véronique LIPSOS-SALLENAVE, Jacques LOCATELLI,

Étaient absents :

Jean-Louis CALDERONI, Gilles TESSON

Secrétaire de séance : Frédéric DAVAN



**Extrait du Registre des Délibérations
Comité Syndical**

Séance du mardi 17 décembre 2024

Date de la convocation : lundi 9 décembre 2024

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, BALEIX Jean-Michel, BERTONAZZI Kenny, BILE Michel, BOUCHANNAFA Naija, CALDERONI Jean-Louis, CASTET Eric, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUDRET Victor, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, LACOSTE Yves, LAURAND Régis, LEROUX-MENESTREY Jacques, LOCATELLI Jacques, MARTEEL Françoise, NAHON André, RODRIGUEZ Karine, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia.

Membres suppléants :

NE Marie-Claire suppléée par RIVIERE Didier, PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick.

Étaient représentés :

ARDOY Monique a donné pouvoir à DANAN Gilbert, BAYROU François a donné pouvoir à PATRIARCHE Nicolas, MESTELAN Marie-Laure a donné pouvoir à BERTONAZZI Kenny, PERES Jean-Louis a donné pouvoir à CAPERAN Michel.

Étaient excusés :

AMARA Mohamed, BARTOLOMEO Patrice, BERNOS Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARQUE Bernard, REVEL Valérie.

Étaient absents :

BAREILLE Muriel, BUSSY Marion, LALANNE Jean-Yves, TESSON Gilles.

Secrétaire de séance : ROY PAULINE

00 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 19 DECEMBRE 2023

01 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 13 FEVRIER 2024

02 – COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITE TERRITORIALES

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs

01 – Signature de l'avenant 3 à la convention de groupement de commande permanent pour des fournitures et des services relatifs à l'entretien et à l'usage du parc automobile, portant modification de l'article 1 de la convention de groupement de commande (ajout de la fourniture de peinture à la liste des domaines entrant dans le champ d'application du groupement de commande).

(Décision du 11 décembre 2023)

02 – Signature de l'avenant n°3 (annexe 3) à la convention de groupement de commande permanent pour des prestations de maîtrise d'œuvre et d'opération de réhabilitation, de dépollution et démolition sur le patrimoine bâti communal et intercommunal, portant adhésion du Syndicat Mixte des transports Pau Béarn Pyrénées Mobilités.

(Décision du 12 décembre 2023)

03 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de janvier 2024 – envoi 6

(Décision du 5 février 2024)

04 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de janvier 2024 – envoi 7

(Décision du 5 février 2024)

05 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de janvier 2024 – envoi 8

(Décision du 21 février 2024)

06 – Versement de l'aide spécifique pour l'achat d'un VAE, vélo pliant ou vélo cargo aux administrés selon la liste annexée concernant la période d'aide versée pour les dossiers instruits au mois de janvier 2024 – envoi 9 + pro

(Décision du 21 février 2024)

Conclusions adoptées à l'unanimité

03- COMPTE DE GESTION 2023

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Monsieur l'Administrateur des finances publiques a transmis le compte de gestion du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2023.

Après s'être assuré que l'Administrateur des finances publiques a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés en 2023 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1°) statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 ;

2°) statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3°) statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Conclusions adoptées à l'unanimité

04- COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

L'exercice 2023 se caractérise par un résultat de fonctionnement excédentaire de 3.3 M€ et un résultat d'investissement déficitaire de 6.5 M€.

1 - La section de Fonctionnement

1.1 Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement représentent un peu plus de 44 M€, tout comme en 2022.

Le produit du Versement Mobilité (VM) s'établit à 36 M€. Cette recette correspond à 12 mois de cotisations des entreprises, du mois de décembre 2022 au mois de novembre 2023.

Le reversement des titres de transport par la STAP atteint 4.47 M€.

Conformément au contrat de gestion de la publicité sur les mobiliers urbains, CLEAR

CHANNEL a versé 597 K€ de redevance publicitaire.

Dans le cadre des projets européens, une subvention de 648 K€ vient compléter ces recettes pour le financement de la station et des bus à hydrogène. Il s'agit pour le syndicat de la dernière année de versement de la subvention de fonctionnement 3Emotion.

Les recettes perçues de l'État (DGD) et de la Région Nouvelle Aquitaine (convention pour l'organisation des transports scolaires) s'élèvent à 2.3 M€.

S'ajoutent : 18 K€ de loyers versés par la société GITEM et 218 K€ de compensation du Versement Mobilité à la suite du relèvement du seuil de 9 à 11 salariés.

Enfin en recettes exceptionnelles : 303 K€ provenant principalement de l'aide exceptionnelle, liée à la hausse du coût de l'énergie, accordée en 2023 par l'Etat aux AOM (via la DREAL).

1.2 Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 35.7 M€ (34.1 M€ en 2022) avec une contribution forfaitaire de 31.2 M€ (31 M€ en 2022), représentant 87 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour les autres dépenses :

- 1.9 M€ de charges à caractère général (+ 46%) avec une augmentation significative du coût de l'énergie
- 1.3 M€ de charges de personnel (+ 5%), augmentation liée à la revalorisation de la valeur du point d'indice
- 195 K€ d'aide à l'achat vélo (+ 46% - 864 bénéficiaires)
- 730 K€ de charges financières (+ 7%)

2 - La section d'investissement

Les dépenses réelles sont de 13.18 M€ et se répartissent comme suit :

- 1.97 M€ pour le remboursement de la dette.
- 2.3 M€ de remboursement à la Communauté d'Agglomération pour les travaux de l'îlot Batsalle à Pau.
- 104 K€ de frais d'études pour l'opération Chronobus.
- 7.05 M€ pour l'AP Equipement du réseau : 4.37 M€ d'acquisition de nouveaux bus : trois à motorisation hybride et quatre à motorisation hydrogène ; 800 K€ de travaux de mise en accessibilité des arrêts bus, de poses d'abri bus et de toilettes autonomes, 475 K€ d'aménagement de la nouvelle agence commerciale d'Idelis ; des travaux de rénovation de carrosserie et de boîtes à vitesse de bus mis à disposition de la STAP, d'acquisition de vélos à assistance électrique.
- 1.6 M€ de travaux pour le Pôle d'Echanges Multi Modal.
- 123 K€ de travaux pour le Poste Central de Régulation de Trafic.

Avec une épargne brute de 8.9 M€, le ratio de désendettement est égal à 3.84 ans.

Par suite des reports cumulés constatés à la fin de l'exercice 2022, l'excédent de fonctionnement 2023 se monte à 18 582 399.10 €, et le déficit d'investissement est réduit à 679 860.42 €.

En conséquence, cet excédent de fonds de roulement permettra de poursuivre le programme pluriannuel d'investissement de façon sécurisée.

Les excédents de fonctionnement 2023 seront affectés à l'autofinancement.

Monsieur JACOTTIN :

Merci Monsieur le Président. Je n'ai pas de question mais je tiens à dire que je regrette que cette présentation ne laisse pas apparaître la problématique pour laquelle nous avons été, les uns et les autres, sollicités au cours de l'année 2023, notamment par les élus du personnel, même si on n'est pas en lien direct et si on ne peut pas se substituer à la gestion du personnel qui est exercé par la STAP. Nous avons tous été alertés par la dégradation du climat social au sein d'IDELIS, par plusieurs alertes qui ont été exercées par les élus, mais également au travers de plusieurs mouvements sociaux au cours de l'année 2023. Donc on ne peut pas considérer que la situation est revenue à la normale, d'autant plus que le personnel a beaucoup d'inquiétudes quant au renouvellement et à un certain nombre de points.

Je regrette car nous avons tenté de poser ces problématiques relatives à la dégradation du climat social et au fait que de nombreux salariés vivent un mal-être du fait qu'ils estiment qu'ils ne sont pas entendus et notamment les représentants du personnel.

Je pense que le SMTU et le représentant que vous êtes peuvent largement influencer sur les décisions de la STAP et donc je veux me faire le porte-parole des revendications portées par les salariés par lesquels nous avons été largement sollicités.

Aujourd'hui, ils ont l'impression de prêcher dans le désert, de ne pas être entendus par les élus face aux angoisses et aux difficultés qu'ils rencontrent, à la fois dans leurs tournées et dans le choix du matériel, sans revenir sur le débat de l'hydrogène.

Je pense qu'aujourd'hui, on ne peut pas faire abstraction de ces problématiques-là et simplement se contenter de bilan chiffré sans évoquer le sort du personnel. Je regrette que cet élément là ait pas été mis dans les éléments de contexte.

Les chiffres peuvent être flatteurs comme ça au premier abord, mais il y a une vraie souffrance du personnel dont il faut tenir compte.

Monsieur le Président :

Bien Monsieur JACOTTIN, permettez-moi de vous dire que cette intervention est hors sujet concernant un compte administratif et vous l'avez dit par vous-même.

Vous nous évoquez avant tous des éléments qui sont du ressort du directeur au sein de l'entreprise. Je crois que vous noircissez la situation, vous me paraissez plus angoissé que les salariés d'IDELIS. Nous avons le directeur de la SPL qui est dans la salle, aujourd'hui le climat est apaisé. Effectivement, il y a eu des tensions sociales, mais ça existe dans beaucoup d'entreprises notamment dans ce secteur-là. Il y a eu des sorties d'accord, les NAO 2024 ont été signées à l'unanimité et aujourd'hui à ma connaissance il n'y a pas de

mal-être caractéristique comme vous pouvez le nommer. À ce jour, je n'ai pas de retour du directeur de la STAP concernant une situation compliquée au sein de l'entreprise.

Monsieur CAPERAN :

Monsieur le Président, nous avons reçu les syndicats, il y a eu de la tension dans le cadre du futur contrat. Mais sachez que nous sommes ouverts et avons une méthode de travail avec les syndicats.

Est-ce que c'est vraiment l'information qui remonte des syndicats ou bien du personnel, ou c'est une affabulation sans le vouloir que vous pointez du doigt.

Ça remonte chaque fois que ce soit au Conseil Municipal, Conseil Communautaire et ici au Syndicat dans de cette instance.

« Le mal-être » des employés de la STAP, alors moi, j'ose dire que c'est un mal-être qui est sans doute entretenu par vous les élus, vous manquez sans doute de renseignements précis.

Monsieur JACOTTIN :

Vous me permettrez de ne pas être d'accord avec vous, et quant au fait de dire que j'affabule, puisque c'est un peu le fond de votre propos, ce n'est pas le sentiment que j'ai quand je reçois de nombreux mails de la part, de représentants du personnel ou de salariés eux même qui me remercie de porter ce message-là. Donc, à l'affabulation, je répondrais que je pourrais vous fournir plusieurs mails, mais malheureusement, je suis tenu à la confidentialité donc je ne pourrais pas vous les transmettre. Mais j'aurais tout à fait la capacité de les anonymiser.

Peut-être que vous devriez vous interroger sur le fait que les salariés s'adressent directement aux élus et non à vous ?

Monsieur le Président :

Écoutez Monsieur JACOTTIN il y a dans cette entreprise toutes les voix d'un dialogue social qui est organisé avec des représentants du personnels, la direction et les élus.

Après, il y a également eu des moments de tensions, comme la question du recours à la cours de cassation concernant le deuxième statut.

Vous savez après le « mal-être » au travail, on peut en trouver partout, y compris dans nos communes, y compris dans la vôtre.

Monsieur JACOTTIN :

Arrêtez systématiquement de comparer, je ne parle pas des agents de Lons, donc ne me parlez pas des agents de Billère.

Monsieur le Président :

Monsieur JACOTTIN, vous parlez des agents, vous en faites une généralité. Moi, je ne crois pas que ce soit le cas.

Monsieur JACOTTIN :

Je parle des salariés d'Idelis.

Monsieur le Président :

Vous ne parlez pas de la majorité, vous parlez de quelques cas. Vous avez l'air de généralisé les choses comme d'habitude, c'est votre procédé. À ce jour et à ma connaissance, il n'y a pas de sentiment de mal-être majoritairement tel que vous voulez le laisser entendre.

Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de cas individuels, mais comme dans toutes les structures.

Conclusions adoptées avec deux abstentions

05- BUDGET PRIMITIF 2024

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Le budget primitif 2024 du Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilité s'élève à 84 605 000 € HT (opérations réelles et d'ordre) et se décompose par section de la façon suivante :

En € HT	DEPENSES	RECETTES
Crédits de fonctionnement votés	61 500 000	42 917 601
Résultat de fonctionnement reporté		18 582 399
FONCTIONNEMENT	61 500 000	61 500 000
Crédits d'investissement votés	18 468 991	23 105 000
Restes à réaliser	3 956 149	
Résultat d'investissement reporté	679 860	
INVESTISSEMENT	23 105 000	23 105 000
TOTAL	84 605 000	84 605 000

1 / La section de fonctionnement

A – Les recettes réelles de fonctionnement

Les prévisions de recettes se répartissent comme suit :

- Titres de transport : 4.64 M€
- Versement Mobilité : 34.0 M€
- Subventions et dotations : 2.2 M€
- Autres produits (dont la redevance Clear Channel) : 718 K€
- Produits exceptionnels issus de ventes foncières : 300 K€
- Excédent de fonctionnement reporté : 18.6 M€

Le montant des dotations provenant de l'Etat et de la Région reste identique à 2023.

B – Les recettes d'ordre de fonctionnement

Les recettes d'ordre (1.03 M€) sont constituées de la quote-part d'amortissement des subventions d'investissement. Cette somme augmente par rapport à l'an dernier compte tenu de l'amortissement des subventions perçues en 2023 (1.1 M€).

C – Les dépenses réelles de fonctionnement

Les prévisions de dépenses de fonctionnement pour 2024 s'élèvent 43.8 M€, ce montant intègre :

- Le chapitre 011, charges à caractère général (2.99 M€) avec les contrats de « full-maintenance » des véhicules et de la station hydrogène, la fourniture d'électricité de la station hydrogène, des parking-relais, du funiculaire et les autres charges de fonctionnement,
- Le chapitre 012, charges de personnel : 1,55 M€ qui correspondent à la quote-part du remboursement à la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées du personnel mis à disposition du Syndicat,
- Le chapitre 014, atténuations de produits : 200 K€ pour provisionner le remboursement aux entreprises privées ou publiques de leurs personnels « logés-non transportés »,
- Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) pour 33.7 M€ : indemnités des élus, subventions et la contribution forfaitaire d'exploitation versée à la STAP dans le cadre du contrat de DSP,
- Le chapitre 66, les charges financières : 1.2 M€,
- Le chapitre 67 (charges exceptionnelles) : 405 K€,

- Le chapitre 68 (dotations aux dépréciations et aux provisions) : 1 M€,
- Dépenses imprévues, chapitre 022 : 2.7 M€, ce montant ne dépasse pas le montant maximum possible soit 7.5% des dépenses réelles.

D – Les dépenses d'ordre de fonctionnement

Les dépenses d'ordre de fonctionnement sont constituées de la dotation aux amortissements : 6.5 M€.

Au regard de ces propositions, la capacité d'autofinancement est de 11.2 M€ et permettra la réalisation des divers programmes d'investissement sans avoir recours à l'emprunt.

2 / La section d'investissement

A – Les dépenses réelles d'investissement

Outre les restes à réaliser de l'exercice précédent qui représentent 3.9 M€, les dépenses d'équipement sont prévues durant cette année 2024 pour un peu plus de 10 M€ :

- AP Équipement du réseau : 10.3 M€ dont 3.9 M€ de restes à réaliser résultant du délai de livraison des nouveaux véhicules électriques. Parmi les propositions nouvelles, 3.3 M€ sont consacrés au matériel de transport (bus et vélos), 700 k€ pour le renouvellement du système Radio d'IDELIS, 600 k€ pour l'aménagement des quais bus et le mobilier, 300 k€ d'outillages divers et 300 k€ de matériels pour les systèmes (SAE, billettique, etc),
- Opération « Chronobus » : 2.7 M€ avec les travaux de l'entrée Est (fin paiement Batsalle et début opération rue Henri Faisans), et la réalisation d'études d'avant-projet sur les autres axes.
- Pôle d'Échanges Multimodal : 800 K€ sont inscrits conformément à la convention de financement,
- Funiculaire : 250 k€ sont prévus pour des études et travaux,
- Opération Poste Central de Régulation du Traffic : 200 K€ pour études et matériels.

Les autres dépenses :

- Chapitre 16 : 1.5 M€ pour le remboursement du capital de la dette,

B – Les dépenses d'ordre d'investissement

5.4 M€ pour les opérations d'intégration d'études, de frais d'insertion et les amortissements des subventions d'équipement.

C – Les recettes d'investissement

Les seules recettes d'investissement inscrites sont :

- En recettes réelles :
 - o 11.1 M€ d'autofinancement
- En recettes d'ordre : 6.5 M€ pour la dotation aux amortissements et 5.4 M€ pour les opérations d'intégration d'études et de frais d'insertion.

Monsieur JACOTTIN :

Comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure je souhaitais intervenir sur le budget, parce qu'il pose un certain nombre de problèmes.

Vous n'êtes pas sans savoir que la société VANHOOL est placée en redressement judiciaire, il y a donc une incertitude concernant la maintenance future de nos bus actuels. A l'instar de plusieurs villes qui renoncent à cause du surcoût de l'hydrogène, je pense notamment aux villes de Montpellier et de Dijon, je pense qu'il faudrait lancer une réflexion sans état d'âme mais en réfléchissant bien à une réorientation, même si je salue quelques investissements électriques.

La question qui se pose à nous aujourd'hui est de dire est ce que nous avons la taille suffisante en tant que ville de Pau et agglomération pour continuer à développer une filière pour laquelle nous ne sommes pas équipés. Il faudrait réfléchir à la pérennité de cet investissement, même si on faisait fi des investissements, des dotations et des subventions que nous avons obtenues, présenterait un bilan largement déficitaire. Aujourd'hui Monsieur le Président j'aurais aimé que ce budget soit plus ambitieux et tout au moins montre la possibilité d'aller vers un autre type d'énergie et notamment l'énergie électrique quitte à renoncer dans quelques années au tout hydrogène. Probablement que dans quelques temps nous verrons que les coûts d'entretien et de maintenance ne pourront être maintenus pour une agglomération comme la nôtre. J'aurais souhaité que l'on réfléchisse à cette évolution là et qu'on ait un vrai coût annuel de maintenance concernant les Fébus.

Monsieur le Président :

Ecoutez tout est transparent et je suis étonné de votre remarque, vous avez dû louper des épisodes puisque vous le dites d'ailleurs vous-même.

Nous avons acheté nos quatre premiers bus électriques Mercedes Citaro, qui sont en fonction sur les lignes T en ce moment. Vous avez dû louper l'épisode du programme d'investissement du prochain contrat, puisque nous nous sommes engagés, sur les six prochaines années, à acheter 48 bus électriques. Donc ça devrait aller dans votre sens et je crois que, au contraire, il s'agit là d'une ambition très forte en matière d'électrique.

Sur l'hydrogène nous n'avons jamais dit que nous continuerions à développer la flotte au-delà de ce que permet de produire la station. Nous avons aujourd'hui 8 Fébus et 4 bus de 12 mètres hydrogènes qui tournent tous les jours. Nous sommes au maximum de la capacité de production.

Monsieur JACOTTIN :

Il n'y a pas de surcoût de maintenance Monsieur le Président ?

Monsieur le Président :

Il n'y a pas eu de surcoût car nous avons un contrat full-maintenance de 15 ans.

Monsieur JACOTTIN :

Et donc vous n'avez pas eu du tout de surcoût concernant la gestion des Fébus ?

Monsieur Le Président :

Bien sûr que la hausse du coût de l'énergie a influé sur le coût de production de l'hydrogène mais pour le reste étant donné qu'il y a un contrat de full-maintenance il n'y a pas eu de surcoût, ce qui est confirmé par les services

Monsieur JACOTTIN :

Il semblerait qu'il y ait beaucoup de pannes ?

Monsieur le Président :

C'est la station hydrogène qui a connu des dysfonctionnements, mais les bus eux ont toujours bien fonctionné, ils ont un taux de disponibilité comparable voir même supérieur aux bus thermiques. Vous savez Monsieur JACOTTIN, vous voulez toujours refaire ce match, cette opération selon vous est une erreur, moi je prends les paris que ce sera l'inverse. Vous savez les villes qui ont fait un autre choix en BHNS zéro émission, les bus électriques de 18 mètres, je ne donnerai ni les marques ni le nom des villes, sont obligés d'acheter des bus thermiques diesel pour faire fonctionner leurs lignes BHNS parce-que ce matériel est très défaillant.

Vous pouvez aller vous renseigner à quelques centaines de kilomètres d'ici, et vous verrez ce qu'en disent les réseaux qui utilisent ce matériel-là. Nous les bus ont toujours été fonctionnels, ils n'ont jamais été arrêtés. Il y a eu des problèmes techniques sur la station qui provenaient du STAC et de l'électrolyseur. Mais nous avons prévu une solution en cas de panne, l'hydrogène nous est acheminé par camion.

Pour ce qui est du programme ambitieux des bus électriques, nous le menons également et vous devriez nous en féliciter.

Conclusions adoptées avec deux abstentions

06- APPROBATION D'UN AVENANT N°12 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CONCLUE AVEC LA STAP

Rapporteur : Monsieur le Président
Messieurs,

Mesdames,

Le présent rapport a pour objet la passation d'un avenant n°12 à la convention de délégation de service public conclue avec la STAP pour l'exploitation du réseau de transports urbains.

L'avenant a pour objet, pour l'année 2023, d'intégrer au régime des biens de retour les immobilisations acquises par la SPL STAP pour le compte du Syndicat Mixte et de formaliser les modalités de solde annuel de rémunération.

Conclusions adoptées à l'unanimité

07 - CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE LESCAR POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE DES ARRÊTS PIC D'ANIE ET TOUZANNE AVENUE DENIS TOUZANNE

Rapporteur : Monsieur BOURIAT
Messieurs,

Mesdames,

Le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités, créé par arrêté préfectoral en date du 2 avril 2010, est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire.

En cette qualité, il a compétence pour porter et financer tous les projets directement attachés au fonctionnement du réseau de transports en commun.

Dans le cadre de la création de points d'arrêts ou d'aménagements nécessaires à la circulation des bus, son intervention est couplée avec celle de l'autorité gestionnaire de voirie qui a compétence pour réaliser les travaux connexes éventuels (accès, etc...).

Par délibération du 16 décembre 2011, le Comité Syndical de Pau Béarn Pyrénées Mobilités a approuvé un règlement d'intervention en matière de réalisation de travaux de mise en accessibilité de points d'arrêts ou d'aménagements de voirie rendus nécessaires par la circulation des véhicules affectés au réseau de transports en commun.

Ce règlement détermine les compétences et les modalités d'intervention (notamment financières) de chaque entité (Syndicat Mixte / Commune ou Syndicat Mixte / Etablissement Public de Coopération Intercommunale).

Il est enfin prévu, par ce règlement, que les conventions ponctuelles seront conclues au cas par cas entre le Syndicat Mixte et la commune ou l'EPCI concernés.

Ces conventions doivent déterminer la nature des travaux, les modalités de réalisation et les conséquences financières qui s'y attachent.

La présente délibération a pour objet d'approuver une convention avec la Commune de Lescar pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité de quatre quais bus des arrêts PIC D'ANIE et TOUZANNE avenue Denis Touzanne.

Le coût prévisionnel de ces travaux est estimé à 46803

€ HT.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Commune de Lescar.

Conclusions adoptées à l'unanimité

Prend acte

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**



**Nicolas PATRIARCHE
Président de Pau Béarn Pyrénées
Mobilités**